



Thursday » June
12 » 2008

Husband now charged with murder in wife's death

Evidence prompts Crown to upgrade from manslaughter

Geoff Nixon and Andrew Seymour

The Ottawa Citizen

Thursday, June 12, 2008

An Ottawa man has had criminal charges against him upgraded to second-degree murder in connection with the death of his wife, after her body was found in their home last Sunday.

Lien Angelis, 42, was found wrapped in a rug Sunday in the couple's fifth-floor apartment at 30 McEwen Ave.

Police say an autopsy has confirmed that Ms. Angelis died as a result of foul play, but they have not released the specific cause of death.

Her 38-year-old husband, Demetrios Angelis, a senior policy analyst with the Public Health Agency of Canada, was initially charged with man-slaughter.

Yesterday, he appeared briefly in an Ottawa court, via video link, on the upgraded second-degree murder charge.

When his appearance was put over to June 18, he was asked by the judge whether he could hear and understand what was going on.

The short-haired and bearded Mr. Angelis said only two words: "Yes, sir."

Police laid the new charge against Mr. Angelis after uncovering new evidence in their ongoing investigation.

"The evidence was there (to support the elevated charge)," said Ottawa police Const. J.P. Vincelette.

Police released no details about what prompted the more serious charge.

Second-degree murder generally applies to homicides that are spontaneous and weren't planned in advance.

Manslaughter is defined in the Criminal Code as a culpable homicide that is not murder, such as a situation in which someone kills another person unintentionally. Someone can also be found guilty of manslaughter instead of murder if the killing was committed in the "heat of passion" as a result of a provocation that would cause an ordinary person to lose self-control.

Mr. Angelis's lawyer, Jean-Marc Chenier, said he and his client had learned of the upgraded charges only two hours prior to Mr. Angelis's court appearance at 1:30. He said he did not know why the charges were upgraded.

Mr. Chenier said "there's a lot more" to the story of the death for which Mr. Angelis has been charged. His client suffered facial injuries and "injuries to other parts of his body"

when the incident occurred, he said.

Asked for his client's reaction to what has happened, Mr. Chenier said Mr. Angelis "is devastated, obviously."

© The Ottawa Citizen 2008

CLOSE WINDOW

Copyright © 2008 CanWest Interactive, a division of CanWest MediaWorks Publications, Inc.. All rights reserved.
CanWest Interactive, a division of CanWest MediaWorks Publications, Inc.. All rights reserved.

canoe network ... **cnews**

June 12, 2008

Husband now faces murder charge

By JON WILLING, SUN MEDIA

An Ottawa man accused of murdering his 42-year-old wife will seek bail in the coming weeks, his lawyer said yesterday after major crime detectives upgraded the homicide charge.

"He's devastated, obviously. He's very worried about his children," Jean-Marc Chenier said outside the courthouse about his client, Demitrios Angelis.

Ottawa police yesterday upgraded Angelis' manslaughter charge to second-degree murder.

He is accused of killing his wife Lien Angelis, whose body was found wrapped in a carpet Sunday in the couple's highrise unit on McEwen Ave.

The couple's two young children were believed to be at home when police found the mother early in the afternoon.

Demitrios Angelis, 38, appeared in court by video link to the Ottawa Carleton Detention Centre. His dark hair was cut short and he wore orange prison clothes. He said little during the brief appearance, only acknowledging the justice of the peace when asked a question.

SURPRISE

Chenier said the murder charge came as a surprise, adding they didn't find out about the upgrade until two hours before Angelis' appearance yesterday.

Chenier said he has met with Angelis a couple of times since his arrest, and he has been in contact with Angelis' family.

Angelis, who works for the public health agency, also received injuries during whatever happened in that apartment last weekend. Chenier said Angelis has scratches on his face and "other injuries."

Chenier had not yet received the Crown's case, but he believes there's more to the story of what happened beyond what has been revealed in the news. He wouldn't elaborate on what those details would be.

"Everything is very premature at this point," Chenier said. "There's a lot more to it."

Angelis is scheduled to appear in court again next Wednesday, when a date for a bail hearing may be set.

Lien Angelis is Ottawa's fifth homicide victim of the year.

91 % des élèves ont réussi le Test provincial de compétences linguistiques

L'école secondaire publique Deslauriers se démarque

CAROLINE BARRIÈRE

cbarriere@ledroit.com

L'école secondaire publique Deslauriers d'Ottawa est citée en exemple parmi trois écoles de l'Ontario par l'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation (OQRE).

L'établissement situé à Nepean

a connu une importante amélioration de ses résultats du Test provincial de compétences linguistiques depuis trois ans. Les données de 2008 indiquent que 91 % des élèves ont réussi le test comparativement à 82 % en 2007 et 68 % en 2006.

L'école Deslauriers, qui fait partie du Conseil des écoles

publiques de l'Est de l'Ontario (CEPEO), accueille 600 élèves de la 7^e à la 12^e année qui représentent plus de 65 ethnies. Pour ces jeunes, le français est souvent leur deuxième langue de communication.

Selon le directeur de Deslauriers, Luc Carrier, le secret de cette réussite de 91 % réside dans le travail accompli tant par l'équipe en place que par l'école. «Il s'agit du résultat d'une année mais il faut y travailler à long terme. Nous sommes contents de cette note et ce qui compte, c'est qu'il y a eu une amélioration par rapport à l'année précédente.»

Il a ajouté que le français était la base à Deslauriers et qu'il faisait partie de toutes les matières, qu'il s'agisse de géographie ou de sciences. «Tout s'entrecroise dans la lecture et l'écriture. On fait de l'encadrement sur mesure. Tous les enseignants mettent la main à la pâte.»

Résultats provinciaux

Le 28 mai dernier, l'OQRE annonçait que les connaissances en français des élèves de la 10^e année de l'Ontario se maintenaient à un niveau semblable à celles de 2007. Selon les plus récents résultats du test réalisé

en mars, 83 % des 5555 élèves de 10^e année de langue française de partout en province avaient réussi cet examen.

« Nous sommes contents de cette note et ce qui compte, c'est qu'il y a eu une amélioration par rapport à l'année précédente. »

Luc Carrier

Hier, l'OQRE dévoilait que cette moyenne était de 88 % pour les élèves inscrits au Conseil des écoles catholiques de langue française du Centre-Est. L'école secondaire catholique Béatrice-Desloges à Ottawa et l'école secondaire catholique Marie-Rivier de Kingston ont vu plus de 90 % de leurs élèves de 10^e année réussir le test.

Le Conseil scolaire de district catholique de l'est ontarien a, pour sa part, obtenu la note de 86 %. « Nous sommes fiers d'avoir dépassé l'objectif de 85 % que nous nous étions fixé », a fait savoir Johanne Côté, attachée de direction au Conseil.

Du côté du Conseil scolaire des écoles publiques de l'Est de l'Ontario, la moyenne a été de 84 %.

EN BREF

La CEPEO adopte son budget 2008-2009

Les élèves des écoles publiques d'Ottawa de la 9^e à la 12^e année auront droit à un laissez-passer annuel d'OC Transpo au lieu d'un droit de passage limité à la saison scolaire à partir du mois de septembre. Le Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario (CEPEO) a adopté un budget de 135,8 millions\$ pour l'année scolaire 2008-2009, mardi, lors d'une réunion extraordinaire. La CEPEO investit 275 000\$ afin d'assurer le transport des élèves 12 mois par année. De plus, 201 000\$ seront injectés dans le budget d'approvisionnement gratuit de fournitures scolaires auprès des élèves inscrits en maternelle jusqu'à la 6^e année.

LE DROIT

12-06-2008



Le mercredi 11 juin 2008

Québec aide les élèves en difficulté

Alexandre Robillard

La Presse Canadienne
Québec

Certaines écoles de milieux défavorisés bénéficieront de l'embauche de 1000 professeurs qui permettront, à travers la province, d'intégrer des élèves handicapés ou en difficulté dans des classes régulières, a déclaré mercredi la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne.

Ces effectifs supplémentaires, qui commenceront à entrer en fonction en 2009, réduiront de 20 pour cent le nombre d'élèves par classe dans ces zones, où les problèmes et le nombre d'élèves visés sont plus grands, a dit Mme Courchesne, lors d'une conférence de presse conjointe avec son collègue de la Santé, Philippe Couillard.

Cet allègement de la tâche des enseignants, dont la valeur est de 56,3 millions \$ sur trois ans, est la pièce de résistance du plan d'action dévoilé par Mme Courchesne pour les élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage dans les écoles du Québec.

La ministre a reconnu que les nouvelles embauches, qui viseront les classes des deuxième et troisième cycles du primaire ainsi que celles de première secondaire, étaient en-deçà des demandes des syndicats d'enseignants et de la Commission scolaire de Montréal.

«C'est un premier geste dans la bonne direction, a-t-elle déclaré. Nous ne répondons pas en totalité ni à la demande des syndicats ni à la CSDM.»

Avant d'annoncer cette réduction du nombre d'élèves par classe pour l'ensemble du réseau scolaire, une période d'environ neuf mois servira à évaluer les mesures mises en place. Selon les résultats, le prochain budget pourrait prévoir un élargissement de l'initiative, a dit Mme Courchesne.

En tout, mercredi, la ministre de l'Éducation a annoncé des mesures totalisant 65,3 millions \$ sur trois ans, dont 3,5 millions \$ pour permettre aux enseignants ayant plusieurs élèves en difficulté dans leur classe de disposer de plus de temps pour se perfectionner.

La ministre a aussi indiqué qu'un choix avait été fait de ne pas intégrer automatiquement les cas lourds dans des classes régulières, notamment pour préserver le droit des autres élèves à pouvoir progresser.

«On doit encore avoir des classes spéciales, particulièrement pour les cas lourds, a-t-elle dit. Parce qu'on croit que le service peut être très bien défini et mieux campé. Mais je pense aussi que nous avons la responsabilité du droit des autres élèves à progresser dans la classe.»

Mme Courchesne, qui a rappelé que cette question avait été une source de débat chez les parents, prône une intégration progressive, en offrant à des élèves de classes spéciales certaines heures de cours avec leurs camarades de classes régulières.

Par ailleurs, les deux ministres ont annoncé un arrimage de certains de leurs services afin de soutenir les enfants éprouvant des difficultés physiques ou intellectuelles.

M. Couillard a ainsi dévoilé les objectifs de son plan d'accès aux services pour les personnes ayant une déficience, axé sur les enfants de zéro à six ans, qui devront être atteints d'ici 2010.

Il établit principalement des délais maximaux d'accès aux services allant de 72 heures à 12 mois, selon les niveaux de priorité de chaque cas.

Les résultats des centres de réadaptation seront aussi publiés dès l'hiver prochain. Une somme de 110 millions \$ sur trois ans est consacrée à ce plan, dont 40 millions \$ ont déjà été investis l'an dernier, notamment pour l'embauche de 110 personnes.

«Ce sont les mêmes enfants, et c'est le même État, alors il faut des signes visibles de collaboration, a dit M. Couillard. Le plan d'accès ajoute de nouvelles passerelles entre les deux réseaux.»

Après avoir assisté à la conférence de presse, la présidente de la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE), Johanne Fortier, a affirmé que ses membres auraient souhaité avoir des ajouts de ressources supplémentaires.

La FSE aurait aussi apprécié qu'il y ait des balises claires pour limiter l'intégration de cas lourds ou d'élèves présentant des problèmes de comportement ou d'apprentissage.

Mme Fortier a regretté que Mme Courchesne ait reporté d'un an l'établissement de ces balises.

«Il n'y a aucun outil précis sauf une intention de baisse du nombre d'élèves par classe dans les milieux défavorisés», a-t-elle dit.

Le président de la Fédération des commissions scolaires du Québec, André Caron, a quant à lui affirmé que la somme de 65,3 millions \$ annoncée par Mme Courchesne étaient relativement faible par rapport à l'ensemble des investissements pour les élèves en difficulté, évalués à 1,7 milliard \$ par Mme Courchesne.

«Sur 1,7 milliard \$, ce n'est pas grand-chose, mais Mme la ministre parle de 1000 enseignants de plus», a-t-il dit en soulignant que les enseignants seraient ainsi libérés pour faire une meilleure intervention auprès de leurs élèves.



Le jeudi 12 juin 2008

65 millions pour les élèves en difficulté

[Malorie Beauchemin](#)

La Presse

Québec

Finie l'intégration à tout prix des élèves en difficulté. La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, veut adapter les services aux besoins, abaisser le rapport enfants-enseignants en milieux défavorisés et ajouter des personnes-ressources. Le milieu de l'éducation, lui, reste sur son appétit, faute de moyens suffisants.

Québec investit 65 millions, en trois ans, pour venir en aide aux élèves handicapés et en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (EHDA). La majeure partie de cette somme (56 millions) sera consacrée dans les prochaines années à la diminution de 20% du rapport élèves-enseignants dans les milieux défavorisés, où les enfants en difficulté sont plus nombreux. L'opération, au primaire et pour le premier cycle du secondaire, nécessitera l'embauche de 1000 nouveaux profs, a expliqué la ministre Courchesne.

Mais l'argent, ce n'est pas tout. La ministre estime qu'une meilleure organisation des services, avec davantage de redditions de comptes de la part des écoles et des commissions scolaires, permettra, à peu de frais, de s'adapter aux besoins des enfants.

«C'est trop souvent l'enveloppe budgétaire qui dicte les services. Moi ce que je veux, c'est qu'on parte des besoins, que les spécialistes s'entendent et que l'école et la commission scolaire fassent des choix», a indiqué la ministre.

Plus de flexibilité, selon Québec, ça veut aussi dire privilégier parfois les classes spéciales, plutôt que l'intégration à tout prix des élèves en difficulté dans des classes régulières, comme c'est la norme depuis plusieurs années.

«On doit avoir des classes spéciales. Particulièrement pour les cas lourds. Le service peut alors être mieux défini, a dit Mme Courchesne. Et nous avons la responsabilité du droit des autres élèves de progresser dans la classe, sans négliger l'effort insurmontable qu'on demande aux enseignants.» Selon elle, le Québec est allé trop loin dans l'intégration des élèves en difficulté.

Du même avis que la ministre sur cet aspect, la présidente de la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE), Johanne Fortier, reste toutefois sur son appétit. «On aurait aimé qu'il y ait des balises claires, qu'on ait des mesures qui viennent limiter l'intégration. Exemple, je ne peux pas intégrer plus de trois cas difficiles par classe», a dit Mme Fortier. La FSE réclamait pour les élèves en difficulté l'ajout de ressources et la diminution du rapport élèves-enseignants partout, et pas seulement dans les milieux défavorisés. «On ne peut pas faire mieux avec ce qu'on a, a estimé la présidente. Il y a une grande détresse chez les enseignantes, qui font plus de gestion de classe que d'enseignement, avec tous les élèves intégrés qui ont des troubles de comportements.»

Même son de cloche du président de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), Réjean Parent, qui voit, dans l'annonce de la ministre, beaucoup de voeux pieux, mais peu de mesures concrètes ni de financement supplémentaire. «Concrètement, qu'en

reste-t-il? La baisse du ratio dans les milieux défavorisés, ça ne réglera pas tout, c'est minime. Le taux de décrochage est persistant partout, le taux de non-diplomation est élevé partout sur le territoire. On manque de ressources professionnelles», a souligné M. Parent.

«La ministre dit que ce n'est pas juste une question d'argent, mais on en dépense 700 millions de moins qu'ailleurs au Canada, a-t-il ajouté. Est-ce que ce ne serait pas qu'eux ont décidé de se donner les moyens, ce que nous autres, on n'est pas prêts à faire?»

Faciliter l'accès aux services en déficience

Conjointement avec la ministre de l'Éducation, le ministre de la Santé, Philippe Couillard, présentait pour sa part sa stratégie afin de réduire les listes d'attente dans l'accès aux services pour les personnes ayant une déficience intellectuelle ou physique. À l'image des mesures prises pour réduire les listes d'attente pour certaines chirurgies, les demandes de services en déficience seront classées sous trois niveaux de priorité: urgent, prioritaire, modéré. Québec investit ainsi 110 millions en trois ans. Actuellement, 2700 personnes sont en attente de services, seulement en déficience, la plupart étant des enfants. Les intervenants du milieu ont salué l'annonce, tous insistant sur le fait qu'un traitement précoce des déficiences physiques comme intellectuelles est nécessaire et peut parfois faire toute la différence dans la qualité de vie d'un enfant.

Le mercredi 11 juin 2008

Amiante: les parents seront informés

[Louise Leduc](#)

La Presse

Au bulletin de fin d'année, la Commission scolaire de Montréal joindra - pour les écoles en cause - une lettre informant les parents des inspections reliées à l'amiante qui seront réalisées au cours de l'été.

La semaine dernière, la CSDM refusait de dévoiler la liste des 24 écoles qui viennent de faire ou qui feront l'objet d'une attention particulière cet été. Hier, en conférence de presse, la Commission scolaire a confirmé la liste que *La Presse* avait obtenue et dévoilée vendredi.

Cette liste énumère les écoles où il y a eu flocage d'amiante, une technique qui, à l'usage, rend l'isolant plus friable et qui risque d'entraîner une dégradation de la qualité de l'air.

Au surplus, la CSDM a fait hier la mise à jour d'une autre liste de 44 écoles où il y a eu inspection et rénovation depuis janvier 2008 et où l'on a confirmé - ou infirmé - la présence d'amiante (sous une autre forme que le flocage) lors de travaux de rénovation.

Les chantiers d'été seront privilégiés, a dit la présidente de la CSDM, Diane De Courcy. Si des travaux impliquant de l'amiante devaient se faire pendant les cours et «si nous constatons que ça présente un niveau de danger, nous n'hésiterons pas à discuter avec l'ensemble des parents et du personnel», a-t-elle dit.

Comme les autres commissions scolaires, les écoles de la CSDM ont été construites à une époque où l'amiante était très en vogue. Aujourd'hui, précise Bruno Marchand, directeur du service de ressources matérielles à la CSDM, «d'autres types de matériaux sont privilégiés».

Certains pays, notamment la France, ont banni l'amiante parce que des personnes qui y ont été exposées ont souffert d'amiantose ou de cancer du poumon ou de la plèvre (membrane qui enveloppe les poumons).

En conférence de presse, Louise Deguire, médecin-conseil à la direction de la santé publique de Montréal-Centre, a rappelé que le risque pour les élèves de contracter une de ces maladies pendant leurs années de formation est mince, mais il reste que «dans la littérature scientifique de divers pays, des cas de mésothéliomes (cancer de la plèvre) ont été recensés chez des gens qui occupaient des bâtiments où il y avait flocage d'amiante».

Aux États-Unis, quelques travailleurs ont été indemnisés et quelques cas d'enseignants touchés au Québec ont aussi été recensés, a relevé le docteur Deguire.

D'autres informations peuvent être maintenant trouvées dans le site Internet de la Commission scolaire de Montréal, sous l'onglet «communiqués».



Le jeudi 12 juin 2008

Les psychologues du Québec veulent diagnostiquer l'autisme

Ariane Lacoursière

La Presse

Plus de 600 enfants montréalais attendent depuis au moins un an d'obtenir un diagnostic d'autisme. Puisque seuls les pédopsychiatres peuvent poser ce diagnostic et que ces spécialistes sont rares, l'attente avant d'obtenir un rendez-vous est longue. Pour corriger la situation, les psychologues du Québec souhaitent obtenir le droit de diagnostiquer l'autisme.

Dans toute l'Amérique du Nord, le Québec est le seul territoire où les psychologues n'ont pas le droit de diagnostiquer cette maladie. Les États-Unis et l'Ontario le font depuis longtemps.

Un groupe de psychologues québécois souhaite renverser la situation. «On veut que les psychologues qui ont un doctorat et qui sont spécialisés en autisme aient le droit de diagnostiquer cette maladie», explique la psychologue Katherine Moxness.

Mme Moxness est directrice des services professionnels aux centres de réadaptation Lisette-Dupras, Gabrielle-Major et de l'Ouest de Montréal. Selon elle, il est urgent de permettre aux psychologues de diagnostiquer l'autisme. «L'attente est trop longue présentement. Pour qu'un enfant puisse entrer en centre de réadaptation, il doit avoir un diagnostic. Plus on attend, plus c'est long avant de l'aider», dit-elle. La Dre Moxness ajoute que les impacts négatifs sur l'enfant et la famille sont considérablement diminués si l'intervention est précoce.

S'ils veulent obtenir le droit de diagnostiquer l'autisme, les psychologues précisent qu'ils ne veulent pas pouvoir aussi prescrire du Ritalin. «Ce geste restera réservé aux médecins. Nous, nous voulons avoir le droit d'entreprendre un traitement non pharmacologique, soit une thérapie comportementale auprès des enfants», explique Mme Moxness.

Convaincue de l'importance de permettre aux psychologues de diagnostiquer l'autisme, la Dre Moxness a lancé une pétition sur le web. Au cours des dernières semaines, plus de 1300 Québécois l'ont signée.

La pétition demande que le projet de loi 50 soit modifié. Déposé en novembre 2007 à l'Assemblée nationale, le projet de loi 50 veut modifier le Code des professions. Les psychologues aimeraient que le Code des professions soit modifié de façon à ce qu'ils obtiennent le droit de diagnostiquer l'autisme et d'entreprendre un traitement non pharmacologique. L'Assemblée nationale analyse présentement tous les articles de ce projet de loi.

Le mercredi 11 juin 2008

Des règles de sécurité dans le bac à sable

Helen Branswell

La Presse Canadienne
Toronto

Aucun enfant n'est capable de résister à l'attrait d'un bac à sable, là où pelles, seaux et imagination donnent naissance à une multitude d'aventures.

Le problème est que certains habitants du royaume animal pourront méprendre pour une litière ce qui devrait être, dans les faits, l'environnement de jeu idéal pour un enfant. Les chats, les chiens et même les rats-laveurs pourront faire du bac à sable leur propre toilette portative.

Les enfants pourront ensuite rencontrer quelques parasites particulièrement déplaisants lors de leur prochaine séance de jeu. Et si notre climat fait la vie dure à ces parasites - rares sont ceux qui survivent à l'hiver -, il est possible de prendre quelques précautions pour réduire encore davantage les risques.

«Absolument rien n'indique que les enfants devraient éviter les bacs à sable. Ce sont des maladies très rares qui ne touchent qu'un nombre très faible de gens en Amérique du Nord chaque année, a dit le docteur Scott Weese, un vétérinaire spécialisé dans ces infections appelées zoonoses - qui peuvent passer de l'animal à l'humain. Mais c'est le genre de truc que, même si c'est très rare, si on peut le réduire encore davantage, pourquoi pas?»

L'âge auquel les enfants commencent à s'intéresser au bac à sable est aussi l'âge où, semble-t-il, tout ce qu'ils touchent finit dans leur bouche. Si le sable contient des excréments animaux, ils pourront ingérer par inadvertance les oeufs de divers ankylostomes (un ver parasite de la classe des nématodes aussi appelé ver à crochets) qui peuvent infecter les animaux.

«Les oeufs des parasites sont notre principale inquiétude. Et certains peuvent être particulièrement désagréables», a expliqué le docteur Weese, de la faculté de médecine vétérinaire de l'Université de Guelph.

Dans certains cas, les ankylostomes peuvent pénétrer la peau et causer un problème appelé larva migrans cutanée. En 2006, dans une colonie de vacances de la Floride, 18 jeunes et quatre moniteurs ont été frappés par ce problème. Des excréments de chat dans un bac à sable ont été mis en cause.

De tous les animaux, les chats sont d'ailleurs les plus susceptibles d'utiliser le bac à sable comme litière. Et comme ils aiment enterrer leurs excréments, il pourra ne pas être immédiatement évident que le bac ne contient pas que du sable. De plus, au fil du temps, ces excréments se décomposeront, les rendant encore plus difficiles à repérer.

S'ils préfèrent généralement se soulager au dessus du sol, les rats-laveurs pourront aussi occasionnellement se laisser tenter par un bac à sable. Le tiers de ces animaux seraient porteurs du baylisascaris, le parasite qui cause leur version du ver à crochets.

«Ca peut être une maladie vraiment très grave si quelqu'un l'attrape», a dit le docteur Weese, avant d'ajouter que les survivants présenteront souvent des séquelles

neurologiques.

Les précautions à prendre pour minimiser les risques sont pourtant fort simples. «Couvrir le bac à sable est la chose la plus importante et la plus facile à faire. Si le chat ne peut embarquer dedans, il ne pourra pas le contaminer», a dit le docteur Weese.

Les nouveaux modèles de bacs à sable sont habituellement équipés d'un couvercle bien ajusté. Autrement, une simple planche de bois sur laquelle on posera un bloc de ciment pourra très bien faire l'affaire.

Recouvrir le bac à sable empêchera aussi la formation de flaques d'eau dans lesquelles les moustiques pourront pondre leurs larves.

Les enfants ne devraient jamais manger ou boire pendant qu'ils sont dans le bac à sable, et ils devraient se laver les mains dès le jeu terminé.

Il faut aussi songer à changer le sable de temps en temps, surtout si le bac a été laissé à découvert et qu'on a des raisons de croire qu'il a été visité par un animal.

Catholic board passes balanced budget

The Ottawa Citizen

Published: Thursday, June 12, 2008

The Ottawa Catholic School Board has approved a balanced budget for the 2008-09 school year totalling \$367.6 million. "We are proud of this budget," chairwoman Kathy Ablett said. "It is balanced and compliant with all Ministry of Education guidelines. It does not include any budget cuts or service reductions. Moreover, our reserve for working funds will be maintained for 2008-2009."

© The Ottawa Citizen 2008



Thursday » June
12 » 2008

Let professors teach

The Ottawa Citizen

Thursday, June 12, 2008

Re: Teacher a victim of a business decision, June 9.

I read with dismay that Al Pilcher, a popular and very effective, from accounts, teachers might not return to Carleton University in September, because he lacks a doctorate. This case illustrates a near-fatal flaw in our university system that the quality of a professor is determined by the volume of publications produced and the number of diplomas on their wall rather than their skill in the classroom.

As a third-year student of University of Ottawa, I have had some excellent teachers with PhDs and I have also had seemingly well-credentialed professors who have no idea how to teach, and whose performance was accordingly execrable. Let experience count for just as much as diplomas, and allow those with true passion and inventiveness communicate their craft to their students. Make the teaching of young minds, rather than tenure track, the principal goal of our university professors.

Fraser Mackay,

Ottawa

© The Ottawa Citizen 2008

[CLOSE WINDOW](#)

Copyright © 2008 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.
CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.



June 12, 2008

Schools on write track

Local boards exceed Ontario average in literacy rates

By AEDAN HELMER, SUN MEDIA

Ottawa schools remain ahead of the curve in provincial literacy rates, according to a report released yesterday by the Education Quality and Accountability Office.

Both the Ottawa-Carleton District School Board, with an 89% success rate, and the Ottawa Catholic School Board, with 88%, top the provincial average of 84% literacy.

Notre Dame High School principal Andre Potvin, whose school made significant gains over previous years, said the school's individualized approach to students has led directly to test score improvements.

"That's a big change that has happened in the recent past," said Potvin. "We know the kids that we're working with, and it really becomes more of an individualized approach in trying to meet the needs of those kids."

When the standardized test was first mandated by the province in 2003, Notre Dame had a 70% success rate, well below the provincial average at the time of 77%.

10-POINT JUMP

But the school has made enormous gains, including a 10-point jump this year over March 2007 results.

"That's the key, the staff know their kids, and they have different strategies that they use to try and ensure that they're meeting their (students') needs," said Potvin.

Students must pass the written Ontario Secondary School Literacy Test -- administered first in Grade 10 -- or complete a literacy course before they can graduate.

The test is one of several indicators of academic quality school boards use to identify areas of improvement.

"Literacy has been a focus as part of our board improvement plan and school improvement planning process over the last several years," said Ottawa Catholic School Board superintendent Denise Andre.

The board has implemented a number of strategies in recent years, including silent reading sessions, extra help for students at risk and after-school literacy support courses.

"We're learning what the high-yield strategies are, the things that can make a difference in student success on the literacy test," said Andre.

While individual school test scores varied widely across the Ottawa-Carleton District School Board, the board's average remained among the best in the province.

"We're certainly pleased with the overall results. But this year's results tell us there's still work to do," said board spokeswoman Lynn Scott. "We hope to see some genuine improvements, particularly for students with special education needs and for students who don't have English as a first language."

Sir Guy Carleton, an alternative vocational school, registered a 38% success rate, more than tripling its 2003 score of 12%.

Scott said the improvement was an indicator of "change in our approach."

"When we can work with those students more effectively, that's when we start to see these improvements."

TOP 10 SCHOOLS

School Board 2008 2003

Col. By SS OCDSB 99% 97%

Canterbury OCDSB 98 93

John McRae SS OCDSB 97 88

Lisgar Collegiate OCDSB 97 90

Nepean HS OCDSB 95 86

All Saints OCSB 93 91

Holy Trinity OCSB 93 83

Sacred Heart OCSB 93 90

Hillcrest OCDSB 93 88

Merivale OCDSB 93 90

BOTTOM 10 SCHOOLS

School Board 2008 2003

Sir Guy Carleton OCDSB 38% 12%

St. Nicholas Adult OCSB 58 n/a

Rideau OCDSB 63 72

Ridgemont OCDSB 69 60

L.B. Pearson OCSB 71 76

St. Patrick's OCSB 76 72

Brookfield OCDSB 78 70

Woodroffe OCDSB 80 79

Gloucester OCDSB 81 72

Sir Wilfrid Laurier OCDSB 85 93



Thursday » June
12 » 2008

School board names new boss

Thomson was fired from Edmonton post, but 'he is the director we want,' board says

Andrew Duffy and Graham Hughes

The Ottawa Citizen

Thursday, June 12, 2008

The former superintendent of Edmonton Public Schools, who was unceremoniously dumped from that position last year, has been named the new education director of the Ottawa-Carleton District School Board.

Lyll Thomson was dismissed as the senior education bureaucrat for Edmonton Public Schools on Jan. 10, 2007, only four months into a three-year contract. Edmonton triggered a clause in his contract that allowed the board to fire him without cause by paying him a full year's salary, \$179,000.

The board has refused to publicly explain its decision, citing privacy concerns.

Mr. Thomson subsequently filed suit against the school board, alleging that he was both wrongfully hired and dismissed. The suit sought compensation of \$2.25 million for loss of reputation, mental distress and other damages. He withdrew the lawsuit earlier this year.

In announcing Mr. Thomson's appointment yesterday, Ottawa board chair Lynn Scott praised his "skills and breadth of experience."

The search committee, she said, was fully aware of the Edmonton controversy, but concluded that Mr. Thomson was the best of the five "excellent" candidates.

"We certainly wanted to make sure we knew what we were doing, there's no question about that," she said.

"There was extremely thorough checking of background information, references and so on in light of that ... In all the checking we did, we did not find anything to suggest that he would not be a good director."

Ms. Scott said Mr. Thomson was "completely open" about his employment history.

"The fact is that you get situations where you get a bad fit -- we've seen that at other levels of government, including locally -- and on looking at him, meeting with him, we are very satisfied that he is the director we want to have."

Mr. Thomson, who began his career as a teacher in 1976, will replace Lorne Rachlis, who is retiring.

In a telephone interview yesterday afternoon, Mr. Thomson said he would not discuss the events that led to his departure from Edmonton Public Schools. "Mainly because I made a legal agreement to do so," he said.

Asked why he made that legal agreement, Mr. Thomson said: "I'm not going to discuss those conversations and events."

Mr. Thomson conceded that people in Ottawa will be understandably curious as to why he was dismissed from a similar job in Edmonton.

"I understand that," he said, "but employment relationships don't always work out as the parties hope they will. And I personally believe very strongly in building solid employment relationships in mutual good faith and trust. I will continue to uphold that standard in Ottawa-Carleton."

In the statement of claim that he filed in Alberta's Court of Queen's Bench last year, Mr. Thomson alleged he received little or no feedback on his performance as Edmonton's superintendent and was never told his job was in jeopardy.

The lawsuit claimed that on Jan. 10, 2007, two trustees came into his office, read him a letter of termination, handed him a cheque with one year's salary, then ordered him to turn over his keys and leave the building.

Mr. Thomson yesterday would not say if his "legal agreement" not to discuss the matter flowed from a settlement in his lawsuit.

Mr. Thomson -- he refused to give his age -- has served as a teacher, vice-principal, principal and superintendent during his three decades in education. Before his time in Edmonton, he was superintendent of the 15,000-student Rocky View School Division, near Calgary.

He has worked as an adjunct associate professor at the University of Alberta's Faculty of Education and is nearing the completion of a doctorate in educational research and administration.

He described his leadership style yesterday as collaborative and consultative.

"I believe in involving many people, not just those with titles and positions, in the the decision-making process."

Asked what he regards as the major challenges for the Ottawa board, Mr. Thomson said: "Well, I was just appointed last night, so it would be unreasonable of me, or not appropriate of me, to suggest anything.

"I haven't been there at all. I haven't spent a day in the office. I am going to spend time over the summer getting to know things. And spending as much time reading and interacting with people as I can."

Mr. Thomson offered few hints as to how he will approach his new job other than to say he likes technology and believes it should be integrated into every classroom, in all grades.

"I'm going to be focusing strongly on the board's strategic plan and, hopefully, improving student achievement."

The new director is expected to be in place by Sept. 1.

Lynn Scott said the Ottawa board made significant progress under Mr. Rachlis's leadership with a balanced budget, the development of a strategic plan and improvements in student test scores. Still, it faces a number of significant challenges, including declining enrolment, an inventory of aging schools, relatively poor test results in Grade 3 math and writing and a potential elementary teachers' strike in the fall.



Thursday » June
12 » 2008

Bytown Museum boasts audioguides in six languages

The Ottawa Citizen

Thursday, June 12, 2008

Starting today, the Bytown Museum is offering audioguides for its permanent exhibitions in six languages -- English, French, Spanish, German, Mandarin and Japanese.

No other museum in the national capital area has an audioguide in so many languages, says Christina Tessier, director of the history museum along the Rideau Canal.

The text for the audioguide was first written in English by Phil Jenkins, an Outaouais-based author. The texts were then adapted, rather than translated, into the other languages.

The texts were reviewed by teams of 15 people from each language group to ensure they were accurate and properly understood. Jokes, for instance, are often difficult to translate.

The Japanese testers were initially concerned over what they believed to be a tone of excessive familiarity used in the audioguides.

Tourists accustomed to a more formal tone might be offended. But after some tweaking, the Japanese audioguide was tested on two recent groups of Japanese tourists and passed muster.

"They liked the humour," says Tessier.

The audioguide project cost \$80,000. Half of the costs were paid by the federal Heritage Department. The rest of the funds were contributed by a variety of businesses and foundations.

The numbers of foreign tourists visiting the museum is increasing because of the UNESCO designation of the Rideau Canal as a world historic site. The museum includes information and artifacts to tell the story of the canal and the history of Ottawa back to the days when it was called Bytown.

© The Ottawa Citizen 2008

CLOSE WINDOW

Copyright © 2008 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#). All rights reserved.
CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#). All rights reserved.

Canadian producer comes a long way from school gossip

Stephen Hunt

Canwest News Service

Thursday, June 12, 2008

High school in southwest Calgary didn't work its charms on *Gossip Girl* co-creator Stephanie Savage when she was a student there in the late 1980s.

"I lost interest," the 38-year-old Hollywood producer says of those days two decades ago when she accelerated her class schedule to graduate as a 16-year-old. "I felt like I'd gotten all I could from the school experience by the ninth grade."

It's interesting to consider that the woman who is responsible (along with *OC* creator Josh Schwartz) for creating one of the most buzzed-about series on television, which happens to be about high-end Manhattan high school students, couldn't wait to get out of high school herself.



CREDIT: Ted Rhodes, Calgary Herald
Gossip Girl co-creator Stephanie Savage was set for a marine biology career before accidentally ending up in movies.

Savage was accepted to the University of Victoria, where she was set to study marine biology. "I actually did really well in sciences, where I got my best marks, not English," says Savage, who appeared at the Banff World Television Festival this week. However, at the last minute, she discovered a program offered by the University of Toronto in cinema studies, and her future path veered dramatically.

"I like dolphins, but I think I might like movies more," Savage says, of the decision that led her on a journey from Toronto, through Iowa (where she obtained a master's degree and passed two exams en route to writing a PhD) before making her way, in 1996, to Los Angeles, ostensibly to research a dissertation. But she quickly discovered that a post-doctoral scholarship from Iowa doesn't quite cover a 26-year-old's bills in L.A. Needing a job, Savage found herself interning at a production company called Flower Films run by Drew Barrymore and her business partner Nancy Juvonen.

That gig led to working on Barrymore's biggest hit, the first *Charlie's Angels* film -- a blessing, considering that Savage had been a huge *Charlie's Angels* fan as a girl, and even wrote a paper on *Charlie's Angels* at grad school.

Savage and *Angel's* director McG eventually formed their own production company, which led to Savage connecting with Josh Schwartz, whom she supervised while he wrote the pilot to the *OC*, where Savage broke into writing episodic television for the first time. After *OC* was cancelled, she and Schwartz teamed up again to create *Gossip Girl*.

The upside of her journey to Los Angeles to do academic research was that Savage managed to break into the television industry. The downside was that one day she got a letter from the University of Iowa, in the middle of production on *Charlie's Angels*, informing her that the due date on her dissertation had expired. So Hollywood gained a

talented writer and producer, and academia lost its foremost Charlie's Angels expert. "It (Hollywood life) was really creative," she says, "and instead of writing a paper, about a movie, I was going to be part of making a movie."

In a boy's club of a town where women still struggle to gain a foothold, Savage has propelled herself into the upper echelon of television's creative executives.

"I think it's a town that's tough on everybody, in a way, and I've been lucky to have all sorts of different experiences," she says. " My first job was working for two women who were starting out as producers, even though Drew obviously had much success as an actress. Coming into something where she had to earn respect from people, and I saw her do that every day, with dignity and a quiet strength behind it. That was very inspirational."

While Gossip Girl, based on a popular series of books by author Cecily von Ziegesar, doesn't pull big ratings, it attracts a diehard 18-34 female demographic coveted by advertisers. Savage has been overwhelmed by the strength of fans' reaction to her show.

© The Ottawa Citizen 2008

CLOSE WINDOW

Copyright © 2008 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#). All rights reserved.
CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#). All rights reserved.

June 12, 2008



Students move from classroom to real world

Convocation Week: More than 5,600 Algonquin students about to enter job market

By AEDAN HELMER, SUN MEDIA

Starting today, you can add another 5,600 students to the real world. That's the number of Algonquin College graduates who will receive their diplomas over the next two days.

Convocation week has also seen 6,600 students from the University of Ottawa and 3,700 from Carleton say goodbye to the classroom.

Former Ottawa mayor Jacquelin Holzman will be the keynote speaker for Algonquin graduates of the school of business and the school of hospitality and tourism.

Tomorrow, Dr. Robert Cushman, CEO of the Champlain Local Health Integration Network, will speak to students of the school of health and community studies.

At Carleton yesterday, ceremonies continued in the school's 132nd convocation with two prestigious student award presentations.

Jeffrey Bayer was honoured with the Board of Governors Award for his involvement with the global community and motivational speaking. Bayer helped found the World Bank's Youth Development and Peace Network, and is also involved with Engineers Without Borders.

He graduated with a combined honours degree in economics and psychology.

Darran Fernandez received Carleton's oldest award, the Henry Marshall Tory Award, recognizing academic achievement and "solid commitment to Carleton University Students' Association and the Carleton community."

Fernandez, who is from Mississauga, said attending Carleton was an easy choice for him to make.

"It's Carleton's situation in Ottawa," he said. "It's the political science program, and the opportunities that the university has with professors that have worked in the field with a strong education background."

canoe network ... **cnews**

June 12, 2008

Educator has mystery past

By SUN MEDIA

The Ottawa-Carleton District School Board has hired former Edmonton Public School Board superintendent Lyall Thomson as its new director of education, effective Sept. 1.

Thomson carries with him some baggage from his stint as superintendent, having left his post less than five months into his contract in Edmonton.

In February 2007, Thomson filed a \$2.25 million lawsuit against the board claiming wrongful dismissal. He later withdrew the lawsuit. Neither he nor the board have ever commented on the reasons behind his dismissal.

Sun Media reported at the time that Thomson received a \$170,000 "golden handshake."

canoe network ... **cnews**

June 12, 2008

Parents take on bullies when principal refuses to call cops

By SUN MEDIA

TORONTO -- A Grade 1 student was cornered in a school washroom and whipped with belts by two boys seven years his senior, an attack the school's principal chose not to report to police, Tory MPP Frank Klees said yesterday.

"Although the principal was made aware of the assault, she did not report it to the parents," Klees said during Question Period at the Legislature.

Klees said the parents called police after the March 4 incident in the York Catholic District School Board. Police then charged two 13-year-olds with assault and assault with a weapon.

The parents also contacted Klees about the incident

Chris Cable, communications manager for YCDSB, said the board acknowledges the family isn't satisfied, but maintained the board is taking the case seriously.

"We've expressed our regret that board protocol was not followed," Cable said.

Since then, the school has suspended the two accused and will not allow them to return to the school.